



INSTITUTO DE ESPAÑA

*Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras*

# Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et enjeux actuels

Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Suiza, leído el 9 de noviembre de 2023,  
por el

EXCMO. SR. DR. GILLES GRIN

*Laudatio* y Discurso de contestación por el Académico de Número

EXCMO. SR. DR. CARLES GASÒLIBA I BÖHM



*Real Academia  
de Ciencias Económicas y Financieras*

Le marché intérieur européen : concepts,  
substance, développements et enjeux actuels

La realización de esta publicación ha sido posible gracias a

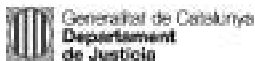


con la colaboración de



**Fundación "la Caixa"**

con el patrocinio de



Barcelona 2023

## Publicaciones de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

### Grin, Gilles

Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et enjeux actuels. /Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras... Gilles Grin...y contestación... Carles A. Gasòliba

### Bibliografía

ISBN- 978-84-09-55604-5

I. Título      II. Carles A. Gasòliba      III. Colección

1. Economía    2. Evolución y retos actuales    3. Sociedad    4. Discursos Académicos

La Academia no se hace responsable de las opiniones científicas expuestas en sus propias publicaciones.

(Art. 41 del Reglamento)

---

---

Editora: ©2023 Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.  
www.racef.es

Académica Coordinadora: Dra. Ana Maria Gil-Lafuente

ISBN- 978-84-09-55604-5  
Depósito legal: B 19805-2023



Obra producida en el ámbito de la subvención concedida a la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras por el Ministerio de Ciencia e Innovación.

Esta publicación no puede ser reproducida, ni total ni parcialmente, sin permiso previo, por escrito de la editora. Reservados todos los derechos.

---

Imprime: Ediciones Gráficas Rey, S.L.—c/Albert Einstein, 54 C/B, Nave 12-14-15  
Edición Noviembre 2023



*Esta publicación ha sido impresa en papel ecológico ECF libre de cloro elemental, para mitigar el impacto medioambiental*

Publicaciones de la Real Academia de Ciencias  
Económicas y Financieras

# Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et enjeux actuels

Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como  
Académico Correspondiente para Suiza, leído el 9 de noviembre de 2023,  
por el

EXCMO. SR. DR. GILLES GRIN

*Laudatio* y Discurso de contestación por el Académico de Número

EXCMO. SR. DR. CARLES GASÒLIBA I BÖHM

Barcelona, 2023



# Sumario

Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias  
Económicas y Financieras como Académico Correspondiente  
para Suiza, leído el 9 de noviembre de 2023 por,

EXCMO. SR. DR. GILLES GRIN

Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et  
enjeux actuels ..... 11

*Laudatio* y Discurso de contestación por el Académico de Número

EXCMO. SR. DR. CARLES GASÒLIBA I BÖHM

Discurso ..... 33

Publicaciones de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras..... 39





EXCMO. SR. DR. GILLES GRIN





# Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et enjeux actuels

## Index

INTRODUCTION.....	11
A. CONCEPTS ET SUBSTANCE.....	11
<i>Définitions.....</i>	11
<i>Types d'intégration et puissance externe.....</i>	12
Rayon géographique.....	14
Au cœur de l'intégration européenne.....	15
Un vaste réseau de mise en œuvre.....	15
B. DÉVELOPPEMENTS HISTORIQUES.....	17
<i>Union douanière et marché commun.....</i>	17
<i>La longue crise de l'Euroclérose.....</i>	18
<i>L'achèvement du marché intérieur.....</i>	19
C. ENJEUX ACTUELS.....	21
<i>Trente ans d'évolutions.....</i>	21
<i>Des crises et un quadruple défi : vert, numérique, solidaire et sécuritaire.....</i>	22
<i>Les barrières résiduelles et la fragmentation.....</i>	25
<i>Coût de la non-Europe et gains économiques.....</i>	27
CONCLUSION : L'ÉCONOMIQUE ET LE POLITIQUE.....	28
RÉFÉRENCES.....	29



## **Introduction**

L'objet d'étude de ma conférence sera le marché intérieur européen, appelé aussi couramment le marché unique européen. La première partie de ma présentation portera sur les concepts et les éléments de substance. Il en ressortira la complexité du marché intérieur et de son fonctionnement, ainsi que son importance essentielle pour l'intégration européenne. La deuxième partie traitera des développements historiques. Je présenterai synthétiquement les trois grandes époques qui ont conduit au marché intérieur, officiellement né le 1<sup>er</sup> janvier 1993, il y a trente ans. La troisième partie se penchera sur les enjeux actuels du marché intérieur. J'analyserai les grands développements des trente dernières années et la situation contemporaine du marché intérieur. La conclusion, qui s'intitule « l'économique et le politique », montrera la nature profondément hybride du marché intérieur, donc la nécessité de combiner des visions à la fois économique et politique pour l'appréhender pleinement. Cette conférence se veut un plaidoyer pour une vision de l'économie qui donne une juste part à l'histoire des sociétés humaines, aux contraintes auxquelles elles doivent faire face ainsi qu'à leurs règles, institutions et doctrines.

### **A. Concepts et substance**

#### *Définitions*

Le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne a été signé le 25 mars 1957 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958. Du point de vue intérieur, il promeut un modèle d'intégration économique générale, c'est-à-dire qu'il vise l'ensemble des secteurs économiques, y compris l'agriculture. En cela, il va au-delà d'un modèle d'intégration sectoriel incarné par la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique. Du point de vue extérieur, il vise à établir une union douanière et non une simple zone de libre-échange. Ainsi, une politique commerciale commune doit être établie vis-à-vis des États tiers. Le traité de Rome ambitionne de créer un marché commun, sans toutefois le définir explicitement. Il s'agit en fait d'un traité-cadre visant à établir à terme la libre circulation des produits de l'activité économique (biens et services) et des facteurs de production (travail et capital).

L'Acte unique européen de 1986, entré en vigueur en 1987, introduit le terme de marché intérieur à établir d'ici la fin de l'année 1992. Sa définition se trouve aujourd'hui dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à son article 26 paragraphe 2 : « Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des traités ». Le terme de marché unique, qui n'apparaît pas dans les traités, est fréquemment utilisé comme synonyme de celui de marché intérieur. Comparant les États-Unis et l'Union européenne, Matthias Matthijs et Craig Parsons donnent la définition suivante : « Un marché unique est un système de régulations qui facilite le commerce et la mobilité entre juridictions ».

En 2003, j'avais proposé la définition suivante : « Le marché intérieur est un ordre légal *sui generis* basé sur le respect du droit et administré par une mécanique institutionnelle complexe ; il vise à fournir, dans le cadre d'un espace sans frontières intérieures, un nombre de libertés de base et à établir des règles générales tout en prenant en compte les objectifs de politiques d'accompagnement ». Les libertés de base concernent les marchandises, les travailleurs, le droit d'établissement, les citoyens, les services et les capitaux. On le note, une dimension non exclusivement économique s'est imposée progressivement. Les règles générales s'imposent aux acteurs économiques et aux collectivités publiques. Elles touchent la fiscalité, la concurrence, le droit des sociétés, la propriété intellectuelle et industrielle, les marchés publics et les aides publiques. Des synergies fortes et des objectifs communs existent avec diverses politiques d'accompagnement : transports, emploi, politique sociale, éducation, culture, santé publique, protection des consommateurs, environnement, énergie, société de l'information et médias. Le concept d'espace sans frontières intérieures a été introduit par l'Acte unique. Il traduit le rôle croissant de la dimension politique du projet européen.

### ***Types d'intégration et puissance externe***

L'intégration économique européenne est un processus sans fin avec trois composantes. Premièrement l'intégration négative, qui implique la suppression d'obstacles en abolissant des mécanismes de protection nationale tels que des restrictions quantitatives ou des droits de douane. Cette composante était très importante à la fin des années 1940 et au cours des deux décennies suivantes. Deuxième-

ment l'intégration positive, qui revient à supprimer des obstacles en remplaçant des règles nationales par des règles européennes. Cette composante est devenue particulièrement importante à partir des années 1970 avec le combat contre les diverses barrières non-tarifaires. Troisièmement l'intégration systémique, qui vise à établir un modèle économique et social au niveau européen. Ce troisième type est fortement lié à la fiscalité et à la politique sociale ; il est donc plus politique et soumis largement à des modes de décision intergouvernementaux, ce qui explique que ces enjeux éminemment sensibles aient connus le moins de progrès.

La mise en place du marché intérieur tel qu'il existe aujourd'hui a pris du temps et n'a pas été une tâche facile. Même si l'accord était large sur la désirabilité d'amener plus de cohésion entre les diverses économies nationales et d'unir leurs marchés fragmentés, la construction du marché intérieur a mis à terre de nombreux mécanismes de protection nationale, a stimulé les échanges et a conduit à l'implantation dans les divers pays de nombreuses entreprises extérieures. L'ouverture a engendré des gagnants et des perdants. La pensée économique s'est aussi intéressée de près aux effets du marché intérieur. D'importants débats et controverses ont vu le jour au fil des décennies.

L'approche de la gouvernance du marché intérieur a évolué au cours des trente dernières années. Une grande part du marché intérieur pour les biens a déjà été harmonisée au moyen de normes européennes. Le degré d'harmonisation est bien moindre en matière de services. Cela est dû à l'hétérogénéité de ces derniers et à la façon dont ils sont fournis, mais aussi aux réglementations nationales qui demeurent. Les politiques de l'Union couvrant les services définissent souvent des principes ; l'harmonisation est souvent limitée et est accompagnée de la reconnaissance mutuelle.

L'existence du marché intérieur ne va pas de soi et requiert une volonté politique large et constamment renouvelée afin de maintenir un bon fonctionnement des institutions et de l'ordre juridique. Les acteurs économiques et les citoyens doivent être conscients de leurs droits et prêts à les défendre.

Le droit du marché intérieur se compose tout d'abord des traités ; il s'agit du droit primaire. Il existe ensuite des règlements, des directives et des décisions, qui représentent le droit secondaire ou dérivé. À la différence des règlements et

des décisions, les directives doivent être transposées dans la législation des États membres pour pleinement déployer leurs effets. À fin novembre 2022, 6224 règlements et 1018 directives étaient en vigueur pour faire fonctionner le marché intérieur. Il existe enfin une vaste jurisprudence dont les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne représentent le sommet de la pyramide.

Le marché intérieur permet à l'Union européenne de bénéficier d'une puissance externe considérable, à la fois en termes commerciaux et normatifs. Les échanges entre l'Union et le reste du monde représentent 13% du commerce mondial. La taille du marché intérieur européen combinée au fait que les États membres de l'Union se présentent comme un acteur unitaire sur la scène mondiale sont source de puissance dans les négociations commerciales. Étant donné l'importance du marché intérieur, la définition de normes européennes, qu'elles soient industrielles, environnementales ou numériques, établit souvent des standards qui s'imposent au niveau international. C'est ce que l'on appelle « l'effet Bruxelles ».

### ***Rayon géographique***

La Communauté économique européenne, appelée couramment le marché commun, comptait au moment de sa création en 1958 une population de 167 millions d'habitants et six États fondateurs : l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, ceux-là mêmes qui avaient établi en 1952 la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Après des élargissements géographiques successifs entre 1973 et 2013, puis le Brexit en 2020, l'Union européenne compte aujourd'hui 27 États membres et une population de 448 millions d'habitants, à la fois consommateurs et, pour la majorité, citoyens et travailleurs. La part du produit intérieur brut, ou PIB, mondial mesuré en parité de pouvoir d'achat détenue par l'Union est de 15% (contre 19% pour la Chine et 16% pour les États-Unis). Le Royaume-Uni, avec ses 67 millions d'habitants, a quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020. Le retrait du marché intérieur, ainsi que l'union douanière, ont été effectifs le 31 décembre 2020. Décidé à la suite d'un coup de fièvre nationaliste, le Brexit est un jeu à somme négative en termes économiques, mais c'est le Royaume-Uni qui perdra le plus. En outre, les effets du Brexit ont agi comme un repoussoir sur nombre d'États membres pourtant eurosceptiques.

L'Espace économique européen, ou EEE, compte 30 États membres, soit les 27 plus trois pays membres de l'AELE, l'Association européenne de libre-échange, à savoir l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. Ces trois États, qui ont accès au marché intérieur en reprenant ses règles, comptent 6 millions d'habitants. Il y a donc en tout 454 millions de personnes au sein de l'EEE et du marché intérieur européen. À noter que la Suisse a un accès partiel au marché intérieur à travers un réseau dense d'accords bilatéraux, mais que sa relation à l'Europe unie est en crise depuis plusieurs années.

### *Au cœur de l'intégration européenne*

Le marché intérieur apparaît comme le point nodal de l'intégration économique européenne. Plusieurs prolongements ont vu le jour à partir de celui-ci ou en étroite interaction avec lui. Outre la politique de concurrence, la politique agricole commune et la politique commerciale commune qui appartiennent intrinsèquement au marché intérieur, il existe plusieurs politiques d'accompagnement déjà citées : transports, emploi, politique sociale, éducation, culture, santé publique, protection des consommateurs, environnement, énergie, société de l'information et médias. Au-delà des politiques d'accompagnement du marché intérieur, l'union économique et monétaire et l'espace de liberté, de sécurité et de justice apparaissent comme des prolongements directs de celui-ci. L'aspiration à développer une base industrielle et technologique de défense européenne amène de son côté une dimension marché intérieur à la politique de sécurité et de défense commune.

### *Un vaste réseau de mise en œuvre*

Le marché intérieur est une compétence partagée de l'Union européenne et des États membres. Ces derniers peuvent agir, mais ne doivent pas aller à l'encontre du droit de l'Union. Au niveau de cette dernière, plusieurs institutions sont impliquées dans le domaine du marché intérieur : la Commission, le Conseil et le Parlement (ce que l'on nomme le triangle institutionnel), la Cour de justice et le Conseil européen.

Historiquement, on note le rôle croissant du Parlement européen, traité après traité, depuis l'Acte unique européen de 1986. Dans une étude réalisée en 2002, j'avais montré, en prenant en compte les directives concernant le marché intérieur



adoptées entre janvier 1993 et avril 2002, que la durée moyenne depuis une proposition de la Commission jusqu'à la transposition effective était de quatre ans et demi. Le temps moyen d'adoption des 221 directives du Conseil était de 1,72 année. Le temps moyen d'adoption des 187 directives du Conseil et du Parlement était quant à lui de 2,57 années. On en conclut que le coût temporel du renforcement de la démocratie européenne est fort limité, s'établissant en l'occurrence à une durée allongée de 10 mois.

Depuis l'Acte unique européen, traité après traité, le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil a aussi été étendu progressivement. Il reste des exceptions notoires comme la fiscalité et certains éléments de la politique sociale.

Une quarantaine d'agences ont par ailleurs vu le jour. Elles possèdent une expertise technique et scientifique très spécialisée et contribuent à établir de la confiance en amont de la prise de décisions. Elles jouent leur rôle dans la mise en œuvre des politiques de l'Union, y compris dans le domaine du marché intérieur. À titre d'exemples, on peut mentionner les secteurs de la sécurité alimentaire, des produits chimiques, des médicaments, des services financiers ou de la protection de la propriété intellectuelle.

Le cadre institutionnel du marché intérieur et son réseau de mise en œuvre effective se sont complexifiés au fil du temps indépendamment des élargissements. Un partenariat harmonieux entre les divers acteurs impliqués aux niveaux européen, national, régional et local est crucial. Dans son rapport 2023 sur le marché unique, la Commission européenne relève que les niveaux européen et nationaux doivent mieux travailler ensemble, que les diverses autorités doivent se comprendre et avoir confiance les unes envers les autres et qu'elles doivent établir une culture commune de la mise en œuvre.

Les États membres doivent notifier à la Commission les règles nationales relatives au marché intérieur afin de permettre à cette dernière de s'assurer que lesdites règles soient non-discriminatoires, justifiées et proportionnées. Chaque année, il y a en moyenne plus de 1'000 notifications. Afin de faciliter le travail des administrations nationales, la Commission publie certains manuels, comme au sujet de la directive sur les services.

Un groupe de travail sur la mise en œuvre du marché unique, répondant à l'acronyme de SMET, a été créé en 2020. Il rassemble les services de la Commission et des représentants des gouvernements nationaux et effectue un travail commun et concret pour lutter contre les barrières et obstacles dans le marché intérieur. À titre d'exemples, il s'implique dans la simplification des procédures d'autorisation des projets d'énergie éolienne ou solaire ainsi que des exigences administratives en lien avec le détachement de travailleurs.

La transformation digitale des administrations publiques est une priorité pour l'Union européenne. Les technologies digitales et des solutions de e-gouvernement conviviales peuvent aider au fonctionnement du marché intérieur. À cette fin, la Commission européenne a développé des instruments collaboratifs comme le système d'information du marché intérieur ou le réseau SOLVIT qui permet aux citoyens et aux entreprises de résoudre des conflits en amont du recours à des voies judiciaires. En 20 ans d'existence, SOLVIT a traité près de 30'000 demandes et a permis de régler plus de 85% des cas.

## **B. Développements historiques**

### *Union douanière et marché commun*

Le traité de Rome de 1957 apportait une réponse déterminante à la relance de la construction européenne après l'échec du projet de Communauté européenne de défense. Il était de nature libérale même si la future politique agricole commune allait prendre un autre chemin. Le traité prévoyait une période transitoire de mise en œuvre de 12 ans. Il représentait bien plus qu'un simple traité commercial. L'ambition était à la fois politique et économique. Les premiers bâtisseurs de l'Europe unie avaient pour objectifs-clés la paix, la prospérité et la liberté.

La forte croissance des années 1960 a rendu plus doux les processus d'ajustement des économies nationales. La proximité des structures industrielles entre pays a favorisé l'essor du commerce intra industriel, dont les effets sont plus modérés sur les structures économiques que le commerce inter industriel.

L'union douanière était largement en place le 1<sup>er</sup> juillet 1968, avec 18 mois d'avance. La libre circulation des marchandises et celle des travailleurs avaient le plus progressé. La politique de concurrence, la politique agricole et la politique commerciale étaient placées sur de solides bases. Malgré ces développements favorables, il restait beaucoup de pain sur la planche à la fin des années 1960. On était encore très loin d'un véritable marché commun.

Au fil des années 1950 et 1960, les économistes ont analysé avec beaucoup de circonspection la question des unions douanières. La grande ambivalence de Jacob Viner a été atténuée par les travaux de James Meade. Les premiers efforts de quantification de la création de commerce, de l'expansion de commerce et du détournement d'échanges montraient des effets économiques positifs mais limités. Les discussions sur les économies d'échelle et la concurrence pointaient vers des effets bien plus importants, mais aussi plus difficiles à quantifier.

### *La longue crise de l'Eurosclérose*

Le sommet de La Haye, qui s'est tenu début décembre 1969 entre les dirigeants des Six, a marqué une relance de la construction européenne. Mais, malgré l'optimisme initial qui a marqué la fin de la période de transition du marché commun, des temps difficiles survinrent. L'instabilité monétaire liée à l'agonie du système international de Bretton Woods, des chocs pétroliers en 1973 et 1979, la stagflation, triste mélange de stagnation économique et d'inflation, mais aussi les difficultés liées au premier élargissement communautaire de 1973 assombrirent l'horizon. L'approche communautaire de l'élimination des barrières techniques, qui recherchait une harmonisation législative détaillée nécessitant des décisions unanimes, était submergée par le progrès technique et s'avéra difficile et lente. Les divergences économiques entre États membres augmentèrent. Le protectionnisme, tant vis-à-vis du reste du monde qu'à l'intérieur du marché commun, explosa avec à la clé une hausse des infractions. Les instruments du protectionnisme pouvaient prendre différentes formes : normes techniques, aides publiques, protectionnisme financier lorsqu'un État contrôlait les banques et les leviers du crédit, sous-évaluation des monnaies notamment. Nombre de contemporains commencèrent à penser que le marché commun était peut-être en danger mortel.

Une redécouverte du marché commun et de ses bienfaits, réels et potentiels, se fit jour à partir de la fin de la décennie. L'arrêt Cassis de Dijon fut rendu par la Cour de justice en 1979 et fut astucieusement utilisé par la Commission européenne, ouvrant la voie au principe de la reconnaissance mutuelle entre législations et normes nationales. Il y eut aussi en 1983 le tournant dans la politique économique de la France, accordant la priorité à la lutte contre l'inflation et au maintien du franc dans le Système monétaire européen, qui remplaça l'Hexagone au diapason de ses partenaires européens. En 1983 également fut créée la Table ronde des industriels européens, qui effectua un travail de conviction de premier plan auprès des dirigeants politiques nationaux. La littérature économique progressait aussi en commençant à quantifier les effets des économies d'échelle et de la concurrence engendrées par le marché commun. C'est d'ailleurs à cette époque que fut inventée l'expression de « coût de la non-Europe ». Le règlement du problème de la contribution budgétaire britannique en 1984 finit d'éclaircir l'horizon pour une relance européenne.

### *L'achèvement du marché intérieur*

Une nouvelle Commission européenne présidée par le Français Jacques Delors prit ses fonctions en janvier 1985 et décida de mettre en avant l'objectif d'achever le marché intérieur en une période de 8 ans. L'idée faisait consensus au niveau des États membres et la nécessité d'une réponse commune à la concurrence de grandes entreprises extra-européennes, américaines et japonaises, était bien perçue. La référence faite à l'abolition des frontières intérieures était fondamentale car elle allait au-delà des efforts précédents concernant le marché commun. L'intuition était que, tant que subsisteraient ces frontières, celles-ci appelleraient inmanquablement des contrôles et des restrictions de la part des États. Il fallait donc imaginer de nouveaux modes de régulation. Sur la base d'une proposition de la Commission, le Conseil adopta en mai 1985 une nouvelle approche de l'harmonisation technique et des standards. Dorénavant, l'harmonisation législative devenait limitée aux exigences essentielles touchant par exemple la santé ou la sécurité. Des organisations de standardisation seraient chargées d'établir des spécifications techniques détaillées qui lieraient les États membres et seraient proposées aux producteurs. En attendant l'établissement de normes européennes, il y aurait, dans l'esprit de l'arrêt Cassis de Dijon, une reconnaissance mutuelle des normes nationales.

La Commission prépara à l'attention des dirigeants nationaux un livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur contenant une liste d'environ 300 propositions qui seraient par la suite formellement soumises au Conseil afin d'éliminer d'ici fin 1992 les barrières physiques, techniques et fiscales et d'établir un espace sans frontières intérieures. Le Conseil européen, lors de sa réunion à Milan en juin 1985, avalisa le livre blanc et décida de convoquer une conférence intergouvernementale afin de réviser les traités fondateurs des années 1950. Il en sortit l'Acte unique européen, signé en février 1986 et entré en vigueur en juillet 1987. Le marché intérieur y recevait la définition légale précitée, mentionnant l'espace sans frontières intérieures, tandis que les États conservaient dans les mains certains mécanismes de protection. L'échéance du 31 décembre 1992 trouvait sa place dans le traité, mais il s'agissait d'un engagement politique et non légal. Les procédures décisionnelles étaient modifiées afin de faciliter la prise de décisions au sein du Conseil et de donner plus de poids au Parlement européen. La part des mesures du livre blanc pouvant être adoptées à la majorité qualifiée des États membres (au lieu de l'unanimité) bondit de 10 à 70%. Même si le Parlement gagnait en influence, il n'obtenait pas encore le pouvoir de codécision législative. Plusieurs politiques d'accompagnement trouvaient leur place dans le traité, mais il s'agissait pour l'essentiel de la codification de politiques existantes.

Après des débuts relativement décevants, c'est au printemps 1988 que le programme d'achèvement du marché intérieur sembla atteindre un niveau d'irréversibilité largement reconnu par les opérateurs économiques et les opinions publiques. Une euphorie européenne gagna alors les esprits. Le rapport Cecchini, initié par la Commission et rendu public en mars 1988, analysait les effets économiques attendus de la mise en œuvre du livre blanc. Il anticipait des gains équivalant à environ 5% de PIB additionnel. Cette étude de référence donna lieu à des débats homériques au sein de la profession économique, en particulier durant les années 1988 à 1991. La perspective du succès programmé de l'achèvement du marché intérieur créa d'immenses débats pour savoir quelle orientation devait être donnée à la construction européenne par la suite. Jacques Delors et Margaret Thatcher apparaissaient comme les chefs de file de deux visions que presque tout opposait dorénavant.

Le succès de l'achèvement du marché intérieur eut des effets considérables sur l'AELE et ses États membres qui craignaient de se retrouver à la périphérie

du processus d'intégration économique en Europe. L'Autriche, la Finlande et la Suède quittèrent l'AELE pour rallier l'Union européenne en 1995 tandis que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, tout en restant membres de l'AELE, rejoignaient l'EEE qui avait été établi en 1994. Même la Suisse, qui refusa de devenir membre de l'EEE puis s'éloigna de la perspective d'une adhésion à l'Union, était demandeuse, ce qui se traduisit, grâce un système sur-mesure d'accords bilatéraux, par un accès significatif au marché intérieur européen.

À fin 1992, les frontières intérieures n'avaient pas encore complètement disparu. 90% des propositions contenues dans le livre blanc de 1985, quelque peu remanié au cours des ans, avaient été adoptées par le Conseil. 75% des mesures de transposition nationale des directives étaient prises, mais seulement 39% des directives étaient alors transposées dans l'ensemble des États membres. Tout n'était pas fait, mais beaucoup a été accompli durant huit années assez extraordinaires pour la construction européenne.

## **C. Enjeux actuels**

### ***Trente ans d'évolutions***

L'agenda législatif ne s'est jamais tari depuis 1993 pour actualiser, approfondir et étendre le marché intérieur. De nombreuses barrières ont été supprimées et des règles essentielles pour la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux ont été harmonisées. Sur les 1'018 directives relatives au marché intérieur en vigueur, 87% d'entre elles, soit 889, le sont entré depuis 1993. Cela ne veut évidemment pas dire que 87% de la substance du marché intérieur a moins de 30 ans car d'anciennes règles sur certaines thématiques existaient déjà et ont été actualisées ou approfondies. Cela veut dire que le cadre législatif du marché intérieur est en évolution constante et que ce mouvement ne va pas s'arrêter. La Commission européenne a aussi poursuivi l'objectif de simplifier la législation, de la voir mieux appliquée et de mieux informer les citoyens, les consommateurs et les entreprises. Depuis 30 ans, les institutions de l'Union ont visé à mieux articuler le marché intérieur avec les objectifs des politiques communes, par exemple en matière de santé, de protection des consommateurs, des travailleurs et de l'environnement. Comme nous l'avons vu, l'intégration positive

et l'intégration systémique sont devenues particulièrement importantes. Le seul mantra n'est plus l'abolition de barrières et la libéralisation. D'importants facteurs exogènes ont aussi fait évoluer le marché intérieur : le progrès technologique, et notamment la digitalisation, la globalisation, la pensée néolibérale parfois, surtout au cours des années 1990 et 2000, et les grands défis environnementaux et géopolitiques globaux.

### ***Des crises et un quadruple défi : vert, numérique, solidaire et sécuritaire***

Les quinze premières années du marché intérieur, entre 1993 et 2008, apparaissent comme une époque lointaine de paisibilité dans un contexte de mondialisation heureuse. Depuis 2008, le marché intérieur vit à l'ère des crises, dont quatre ont eu, ou ont encore, un fort impact sur lui : la crise économique et financière de 2008 ; le Brexit ; la crise sanitaire de la Covid-19 ; enfin la guerre d'Ukraine.

La crise de 2008, sans équivalent depuis les années 1930, a créé du néo-protectionnisme et mis en danger la zone euro. La thèse orthodoxe sur les événements survenus se décline ainsi : l'union économique et monétaire a permis d'approfondir le marché intérieur et a généré pour ses membres de faibles taux d'intérêt au cours des années 2000. La crise des subprimes, arrivée en Europe en 2008, trouvait ses origines outre Atlantique. Elle a été accentuée dans certains pays de l'Union du fait de politiques publiques nationales antérieures qui étaient problématiques (comme en Grèce). La réponse à la crise est venue au niveau européen à partir de 2010 avec des règles renforcées concernant la gestion des finances publiques nationales, des mesures de soutien aux pays en difficulté, la prévention des déséquilibres macroéconomiques futurs, l'union bancaire, ainsi que l'utilisation de nouvelles stratégies de politique monétaire. Une thèse hétérodoxe postule quant à elle que la libre circulation des capitaux et la politique de concurrence de l'Union ont créé une Europe à deux cercles : un noyau plus industrialisé et toujours plus compétitif autour de l'Allemagne accumulant des excédents de balance courante et une périphérie ayant les caractéristiques inverses. Des divergences économiques sont en effet créées par la présence d'effets d'agglomération renforcés par le marché intérieur. Les politiques d'austérité qui ont suivi le renflouement de nombre de banques sont devenues alors le lit des populismes. Quoi qu'on pense des deux thèses précitées, il apparaît indéniable que l'Union européenne aura besoin à l'avenir d'une solidarité ren-

forcée entre ses membres. Certes, des investissements importants ont irrigué les pays d'Europe centrale et orientale, ce qui a permis à leur industrie de croître, et il y a eu globalement une convergence économique entre l'Est et l'Ouest. Mais celle-ci a caché des modèles sociaux différents, des disparités et une fuite massive des cerveaux vers l'Ouest, qui est aujourd'hui un frein au développement des nouveaux États membres.

La deuxième crise à évoquer est le Brexit. Celui-ci a été voté par le peuple britannique lors d'un référendum en 2016 et est devenu effectif avec le départ du Royaume-Uni du marché intérieur et de l'union douanière à fin 2020. Les effets économiques négatifs pour le Royaume-Uni sont déjà bien visibles et une majorité de Britanniques semble regretter maintenant le choix opéré. Les autres États membres de l'Union ont fait corps dans les négociations autour du départ britannique et ont été renforcés dans leur conviction des bienfaits de leur appartenance à l'Union.

Troisième crise : la Covid-19, qui a représenté la plus sérieuse crise sanitaire depuis un siècle avec des effets économiques et sociaux désastreux. Elle a eu de forts effets sur le marché intérieur. En mars 2020, les États membres ont instauré des contrôles aux frontières et des restrictions d'exportation et de voyages, ce qui a porté une atteinte grave à la libre circulation des personnes, des marchandises et des services. La situation a changé en trois mois grâce aux actions de la Commission européenne conduisant à la levée d'environ 30 mesures de restriction et assurant l'accès à des produits alimentaires, matières premières, médicaments et équipements de protection. Mais des mesures récurrentes de fermeture des frontières ont été imposées par les États membres. L'Union a aussi favorisé la résilience économique et sanitaire en préservant au maximum les chaînes industrielles d'approvisionnement, en protégeant des secteurs stratégiques, en permettant une production de masse de vaccins et en procédant à des achats groupés de ceux-ci ainsi que d'équipements médicaux de protection. En 2020, l'Union a aussi adopté un plan de soutien à l'économie de 540 milliards d'euros et un plan de relance de 750 milliards d'euros, dont 390 sous forme de subventions. Ce plan de relance est financé pour la première fois par une dette mutualisée. Attention toutefois au fait qu'il s'agit là d'une décision à effet unique des États membres pour la période 2021-2027. Les débats futurs sur cette question promettent d'être féroces et compliqués encore par la question de l'État de droit en Hongrie et en Pologne.



Quatrième choc sur le marché intérieur : la guerre d'Ukraine, qui a augmenté le risque de stagflation pour l'économie européenne. Elle a conduit les Européens à vouloir faire disparaître leur dépendance énergétique envers la Russie développée dans l'après-guerre froide. L'Union a aussi adopté des paquets successifs de sanctions envers la Russie et œuvré à la production d'armements en faveur de l'Ukraine.

En 2008 et 2020, des réflexes nationaux tendant en un premier temps vers l'unilatéralisme ont été un facteur de grande inquiétude. Ils ont été suivis par une prise de conscience des risques d'érosion, voire d'implosion, du marché intérieur et une redécouverte de ce dernier (un peu comme au tournant des années 1980). À noter que cette prise de conscience européenne a été nettement plus rapide en 2020 qu'en 2008 et qu'elle a été immédiate au moment de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

On peut affirmer que l'Union européenne et son marché intérieur sont soumis à un quadruple défi : vert, numérique, solidaire et sécuritaire. Il s'agit pour l'Union de contribuer à la décarbonation de l'économie en stimulant l'innovation, de saisir les opportunités des nouvelles technologies digitales tout en contrant leurs risques, de maintenir sa cohésion interne et d'accroître sa résilience face aux chocs géopolitiques et géoéconomiques globaux. La transformation verte et numérique de l'Union exigera une grande détermination et nécessitera des investissements colossaux se comptant en centaines de milliards d'euros par an, ainsi que la formation (ou la reformation) de la main-d'œuvre nécessaire. Les règlements sur les services numériques (DSA) et les marchés numériques (DMA), adoptés en 2022, offrent de nouvelles règles qui créent un espace digital plus sûr et plus ouvert. Le défi de la solidarité exigera une vraie largeur d'esprit de la part des États qui tirent le plus de profits de l'intégration économique et sera sans doute mis à rude épreuve par la question des élargissements futurs de l'Union et de son marché intérieur. On se demande comment un tel défi pourrait être relevé sans approfondissements institutionnels de l'Union. Enfin, le défi sécuritaire, dont les mots clés sont atténuation des risques et autonomie stratégique ouverte pour l'Europe, passe par l'identification et l'anticipation des dépendances stratégiques et des vulnérabilités, l'accroissement de la résilience des chaînes de valeur et de

l'approvisionnement en matières premières critiques et produits clés comme les semi-conducteurs, le tout sans renoncer aux côtés positifs de la globalisation et sans devenir une forteresse pour le reste du monde. Le défi sécuritaire passe aussi par le développement des capacités stratégiques de l'Union en forgeant des alliances industrielles, comme elle le fait par exemple dans les domaines des batteries, de l'hydrogène, de l'industrie photovoltaïque ou de l'aviation à zéro émission, mais avec le souci du difficile équilibre à trouver entre une politique de concurrence libérale et un nouvel activisme en matière de politique industrielle.

### *Les barrières résiduelles et la fragmentation*

Selon la Commission européenne, le problème de la volonté politique des États membres d'approfondir le marché intérieur est le plus critique. Cela se reflète notamment dans la difficulté à mieux intégrer les services, qui représentent 70% du PIB de l'Union, ainsi qu'à faire progresser les dossiers fiscaux et sociaux. Le marché intérieur numérique ainsi que les marchés de capitaux demeurent fragmentés. Les petites et moyennes entreprises ainsi que les professions libérales sont les plus pénalisées par les barrières résiduelles existant dans le marché intérieur. Les causes premières de ces barrières sont multifactorielles : des règles nationales trop restrictives, une législation européenne complexe, des problèmes de transposition des directives, une mise en œuvre inadéquate du droit du marché intérieur, des capacités administratives nationales insuffisantes, une coordination insuffisante entre la Commission et les administrations nationales ainsi qu'entre ces dernières.

D'importants défis existent toujours en matière de transposition des directives par les États membres et de mise en œuvre du droit européen. Le déficit moyen de transposition des directives du marché intérieur était de 25% à fin 1992. À fin 2000, il était de 3%. Le chiffre s'établissait à 1,1% à fin 2022. Le retard moyen de transposition des directives dépassait un an. Un indicateur intéressant de la fragmentation du marché intérieur est de considérer la proportion des directives pertinentes qui ne sont pas transposées simultanément dans tous les États membres. Ce taux était de 61% à fin 1992, de 13% à fin 2000 et de 6% à fin 2022. Les secteurs les plus problématiques du marché intérieur de ce point de vue sont actuellement l'énergie et la société digitale. Même si les directives marché

intérieur sont transposées par les États membres, elles peuvent l'être de façon incorrecte du point de vue de la Commission, qui pourra ouvrir des procédures d'infraction contre les pays concernés. L'indicateur correspondant, qui s'appelle le déficit de conformité moyen, était de 1,3% à fin 2022. En additionnant le déficit moyen de transposition et le déficit de conformité moyen, on arrive à 2,4%. Également à fin 2022, il y avait 713 procédures d'infraction relatives au marché intérieur qui étaient ouvertes, ce qui correspond à une moyenne de 26 cas par État membre. La durée moyenne d'un cas est de quatre ans. Les secteurs les plus problématiques en termes d'infractions sont l'environnement, les transports, les services et professions et l'énergie.

Le niveau d'intégration des biens a environ doublé en 30 ans. En 1993, le commerce intra-Union de biens représentait 11% du PIB. Ce taux était de 23% en 2021. Les baisses de ce taux n'ont été que temporaires, la plus forte étant survenue en 2009. Le niveau d'intégration des services a aussi doublé, mais en partant d'une base bien plus faible. Le taux correspondant était de 3% en 1993 et de 6% en 2021.

Matthias Matthijs and Craig Parsons ont procédé à une comparaison très intéressante des marchés intérieurs de l'Union européenne et des États-Unis. Ces derniers ont des flux de commerce et de mobilité entre États nettement supérieurs à ceux de l'Union européenne. Pour le commerce, c'est trois à quatre fois plus. Pour la mobilité, c'est dix à vingt fois plus. En même temps, l'Union a développé un projet bien plus ambitieux de suppression des barrières internes et d'intégration réglementaire. Autrement dit, il y a plus de barrières économiques entre États américains qu'entre États membres de l'Union, ce qui est un paradoxe apparent. En réalité, ce sont la plus grande homogénéité culturelle et institutionnelle et les normes de mobilité qui encouragent les Américains à commercer et à se déplacer entre les États en dépit des barrières existantes, et non à cause de leur absence. Malgré la forte réduction des barrières dans le cadre du marché intérieur européen, les personnes commercent moins et se déplacent moins qu'aux États-Unis pour des raisons linguistiques, culturelles et de normes sociales. Si les États-Unis peuvent gagner à s'inspirer de la mise en œuvre du marché intérieur européen, pour l'Union en revanche il sera toujours plus difficile de décrocher les gains résiduels de l'intégration économique.

## *Coût de la non-Europe et gains économiques*

Le marché intérieur est un espace de liberté, se traduisant par des droits renforcés ou nouveaux pour les citoyens européens, ce qui ne se quantifie pas. Il n'est pas seulement une zone de prospérité accrue. À cet égard, les études économiques montrent qu'il a contribué à accroître le PIB de l'Union et à favoriser la création d'emplois. L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale a été le principal moteur de la poursuite de l'intégration du marché intérieur et celui-ci a aidé l'Union à mieux faire face aux crises économiques et financières. La Commission européenne estime que les gains économiques du marché intérieur s'élèvent à environ 8,5% du PIB de l'Union. Dans une étude sur le coût de la non-Europe réalisée par les services du Parlement européen, le dividende d'un marché intérieur pleinement réalisé est estimé à 5,8% du PIB de l'Union. Sur le chemin entre une Europe sans marché intérieur et un marché intérieur qui serait complètement en place, on peut ainsi chiffrer les gains réalisés à 60% et les gains potentiels à 40%. De toute évidence, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

La littérature économique sur le coût de la non-Europe est éminemment complexe, allant bien au-delà des travaux des institutions européennes. Trois experts français, Thierry Mayer, Vincent Vicard et Soledad Zignago, ont publié une étude de référence en 2019. En prenant en compte les effets économiques de la libre circulation des biens et des services, ils concluent qu'un hypothétique remplacement du marché intérieur par les règles de l'Organisation mondiale du commerce péjorerait le bien-être économique des pays européens concernés de 5,5% en moyenne. Les trois experts, comme ils le reconnaissent, ne prennent cependant pas en compte les gains dynamiques de l'intégration économique, ni les effets de la libre circulation des facteurs de production, ni les gains politiques de l'intégration tels que la stabilité politique engendrée par le marché intérieur.

## **Conclusion : l'économique et le politique**

L'Europe communautaire, initiée en 1950 par Jean Monnet et Robert Schuman, est un projet éminemment politique. Il fut lancé et soutenu par des pères fondateurs qui voulaient tourner la page des guerres incessantes du passé et des désastres des guerres mondiales. Il s'agissait de réconcilier et d'unir les Européens en allant au-delà du modèle de coopération intergouvernementale et de l'établissement d'une simple zone de libre-échange. Ce modèle communautaire, repris en partie par l'Union européenne d'aujourd'hui, est unique. Le lancement du marché commun en 1958 a pu sembler signifier le développement d'une Europe plus économique que politique. Mais l'âme du projet, ainsi que la méthode d'intégration, le droit et les institutions, sont restés dans la lignée de la première Communauté européenne, celle du charbon et de l'acier. Les développements postérieurs du marché commun devenu marché intérieur ont accru la dimension politique en son sein, que l'on songe en particulier à la libre circulation des personnes allant plus loin que celle des seuls agents économiques pour toucher l'ensemble des citoyens européens, et à l'établissement d'un espace sans frontières intérieures. Conséquence d'une vision politique de l'Europe, le marché intérieur apporte des avantages économiques et politiques considérables qu'il est impossible de quantifier complètement. Le marché intérieur, qui se trouve au cœur de l'intégration européenne, doit être choyé. Il n'est pas complètement achevé et le risque d'un retour en arrière reste toujours possible. Son bon fonctionnement est tributaire d'une collaboration loyale et fructueuse entre les institutions européennes et nationales. Le nationalisme est un poison mortel pour lui comme pour le reste de la construction européenne. La volonté des États de faire parfois du zèle en matière normative et la faiblesse qui peut les conduire à vouloir prendre des mesures protectionnistes créent quant à elles des problèmes insidieux pour le marché intérieur.

## Références

- David Cayla, « Crise de l'euro et divergences économiques : les conséquences du marché unique pour l'unité européenne », in : Céline Jouin (dir.), *La Constitution matérielle de l'Europe*, Paris, Pedone, 2019.
- David Cayla, *Le marché unique européen : force de divergences économiques et moteur des populismes*, HAL open science, 2020.
- Paolo Cecchini et al., *The European Challenge – 1992: The Benefits of a Single Market*, Aldershot, Wildwood House, 1988.
- Commission of the European Communities, *Completing the Internal Market: White Paper from the Commission to the European Council (Milan, 28 and 29 June 1985)*, COM (85) 310 final, Brussels, 14 June 1985.
- European Commission, *The Single Market in a Changing World: A Unique Asset in need of Renewed Political Commitment*, COM (2018) 772 final, Brussels, 22 November 2018.
- European Commission, *Identifying and Addressing Barriers to the Single Market*, COM (2020) 93 final, Brussels, 10 March 2020.
- European Commission, *Single Market Scoreboard 2022*, [https://single-market-scoreboard.ec.europa.eu/\\_en](https://single-market-scoreboard.ec.europa.eu/_en)
- European Commission, *2023 Annual Single Market Report: Single Market at 30*, SWD (2023) 26 final, Brussels, 31 January 2023.
- European Parliamentary Research Service, *Europe's Two Trillion Euro Dividend: Mapping the Cost of Non-Europe, 2019-24*, PE 631.745, Brussels, European Parliament, April 2019.
- Gilles Grin, *The Battle of the Single European Market: Achievements and Economic Thought, 1985-2000*, London, New York, Kegan Paul, 2003 (published in paperback by Routledge in 2016).
- Matthias Matthijs and Craig Parsons, « Single-Market Power: How Europe Surpassed America in the Quest for Economic Integration », *Foreign Affairs*, May/June 2022.
- Thierry Mayer, Vincent Vicard and Soledad Zignago, « The Cost of Non-Europe, Revisited », *Economic Policy*, April 2019.

Frank Vandermeeren, *30 Years of Single Market – taking stock and looking ahead*, Single Market Economics Papers, Brussels, European Commission, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2022.

*Laudatio* y Discurso de contestación por el Académico de Número

EXCMO. SR. DR. CARLES GASÒLIBA I BÖHM





EXCMO. SR. DR. CARLES GASÒLIBA I BÖHM

Exmo. Sr. Presidente  
Exmos. miembros de esta Real Academia  
Autoridades  
Señoras y Señores

Con el ingreso en esta Real Academia del Académico correspondiente por Suiza, Dr. Gilles Grin, ampliamos nuestra relación con Suiza, ya que desde hace años contamos con la destacada aportación del académico, José Daniel, cuya colaboración en las actividades de esta Academia es inestimable como lo demuestra su participación y sus trabajos publicados.

El Dr. Gilles Grin tiene una sólida formación académica. Master of Science Management por la Universidad de Lausana, Diplomado en estudios internacionales, especialidad en política e historia internacionales por el Instituto de estudios internacionales y del desarrollo, de la Universidad de Ginebra, Master of Arts and History por la Universidad de Yale. Summer Program Diploma en “Unión Europea, hoy y mañana” del Instituto de Estudios Políticos de Sciences Po de París. Master of Science in European Studies por la London School of Economics. Dr. en relaciones internacionales en el citado instituto de la Universidad de Ginebra. Su tesis versó sobre el “Mercado Único Europeo, logros y pensamiento económico, 1985-2000”.

Cuenta con diversos premios y numerosas distinciones en base a sus publicaciones y estudios. El año pasado recibió el premio del libro “Mieux comprendre l’Europe”, por el libro “Construction européenne: la révolution d’un continent”, de este libro hay también una versión en inglés. Se espera para este mes de noviembre su contribución “The Vissitudes of Market Europe”, en el libro “The Cambridge History of the European Union: Volume 1, European Integration Outside-In” de Mathieu Segers y Steven Van Hecke (eds), publicado por Cambridge University Press (Cambridge, New York).

Del 2002 al 2006 trabajó en la Secretaria (federal) para la Educación e Investigación en Berna, como asesor científico en la sección de investigación, previamente (2002) fue consultor en la Dirección General del Mercado Interior de la Comisión Europea para preparar el documento “The Internal Market- Ten Years

without Frontiers”. A partir del 2006 se incorporó a la Fondation Jean Monnet pour l’Europe”, primero como director adjunto (2006-2012) y desde julio del 2012 es su director.

Con la incorporación del Dr. Gilles Grin como miembro correspondiente por Suiza, esta Academia intensificará sin duda la relación iniciada en el año 2013 con la Fondation Jean Monnet pour l’Europe, contando con presidentes de la misma como miembros de esta Academia, el fallecido Dr. José Ma. Gil-Robles y Gil-Delgado, y el actual, Pat Cox, miembro correspondiente por Irlanda desde el año 2020. La Fondation Jean Monnet pour l’Europe fue creada por Jean Monnet en 1978, a la que hizo donación de sus archivos. Institución independiente cuenta con el apoyo del cantón de Vaud, de la Confederación Helvética y de la ciudad de Lausana. Su sede es la Ferme de Dorigny en el campus de la universidad de Lausana. Es un centro de documentación y de investigación, desarrolla numerosas actividades, que tienen como eje principal la historia de la construcción europea, también destacan las relacionadas entre Suiza y la Unión. Son destacables sus publicaciones. Concede además las becas Henri Rieben para investigadores relacionados con la temática europea. Organiza coloquios científicos, así como actividades relacionadas con la temática europea como los “Diálogos europeos” y las “Conferencias europeas”. Concede sus Medallas de Oro a personalidades destacadas en favor del bien común de los europeos. Su colección “Cahiers rouges” tiene en la actualidad más de 200 números. En resumen, La Fondation Jean Monnet pour l’Europe es un centro de referencia europeo e internacional para el conocimiento de la realidad europea, su historia y su actualidad.

Nuestro beneficiario ha escogido como tema el Mercado Interior Europeo, del que es especialista, como hemos visto al ser el tema de su tesis doctoral y la publicación actual en Cambridge University Press. El Mercado Interior Europeo está en los cimientos de la actual Unión Europea. El Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea firmado en Roma en 1957, ya estableció la creación de un mercado común operativo entre los estados firmantes, instituyendo una unión aduanera y la garantía de la libre circulación de personas, mercancías, servicios y capitales (las cuatro libertades). Su consecución no ha sido uniforme ni fácil, recordemos que se requirió el acuerdo del Acta Única Europea, treinta años después, en 1987, para consolidarlo, reafirmandose en 1992 con el Tratado de Masstrich. El Mercado Interior se basa en la actualidad en los títulos I y II (artícu-

los 26 a 37) del Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea que desarrollan el apartado 3 del artículo 3 del Tratado de la Unión Europea.

El Dr. Grin nos ofrece en su discurso, un completo y profundo recorrido sobre la evolución del mercado interior, que considera que se inició con la aplicación del Tratado de Maastrich el primero de enero de 1993, hace exactamente 30 años. El análisis de este periodo es de extraordinario interés, el Dr. Grin lo enriquece con una perspectiva política y del entorno que condicionó tal evolución. Fijándonos en su evolución desde la Gran Recesión iniciada en el año 2008, nos recuerda que las crisis se han ido sucediendo: la Gran Recesión, Brexit, crisis sanitaria, y la actual guerra en Ucrania. A nivel interno destaca la desigualdad que aparece en base a la aplicación de las directivas que implementan el Mercado Interior en la transposición y aplicación de las mismas. Con todo, considera que la Unión Europea ha desarrollado un proyecto de supresión de barreras internas y de regulación mucho más ambicioso que el de Estado Unidos, ofreciendo un espacio de libertad para los ciudadanos europeos que genera importantes beneficios económicos. El Dr. Grin insiste en la contemplación de la dimensión política que debe tenerse en cuenta al analizar el Mercado Interior, hay que considerar asimismo el contexto de los retos existentes, ecológico, solidario, digital y de seguridad, y también que el nacionalismo, el proteccionismo y el afán regulador de los estados miembro pueden dar al traste con los fundamentos de la Unión, no solo de su Mercado Interior.

La incorporación del Dr. Gilles Grin a esta Real Academia amplía y refuerza nuestra relación y conocimiento con el país helvético y en especial de su relación con la Unión Europea. Aunque en 1992, la integración a la Comunidad Europea de entonces no prosperó, Suiza tiene un Acuerdo de Libre Comercio con la Unión desde 1972 y una intensa relación basada en los “Acuerdos bilaterales I” que entraron en vigor en el año 2002, los siete acuerdos que contiene, forman la base de los que posteriormente se incorporaron en 2004, y que entraron en vigor en el periodo 2005-2009, configurando su conjunto los “Acuerdos bilaterales II”, los acuerdos iniciales, referidos a la libre circulación y apertura de los mercados, se han ampliado a más de cien, referidos al refuerzo de la cooperación económica y una mayor cooperación en los ámbitos del asilo y la libre circulación de personas dentro del espacio Schengen. Suiza participa asimismo en programas de la Unión como los relacionados en Investigación y desarrollo e innovación.

Es con gran satisfacción que damos la bienvenida al Dr. Gilles Grin a esta Real Academia.


Muchas gracias,


Dr. Carles A. Gasòliba  
Miembro numerario de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras.  
Instituto de España.



*Real Academia  
de Ciencias Económicas y Financieras*

PUBLICACIONES DE LA REAL ACADEMIA  
DE CIENCIAS ECONÓMICAS Y FINANCIERAS

\*Las publicaciones señaladas con el símbolo  están disponibles en formato PDF en nuestra página web:  
<https://racef.es/es/publicaciones>

\*\*\*Las publicaciones señaladas con el símbolo  o  están disponibles en nuestros respectivos canales de Youtube y Vimeo



## DISCURSOS DE INGRESO, PONENCIAS Y COMUNICACIONES DE ACADÉMICOS

- 1/45 *Preocupación actual por una política de familia y relación con la política económica (Discurso de apertura del curso 1945-1946, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbí), 1945.*
- 2/47 *El arancel universal y enciclopédico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Carlos Arniches Barrera, y contestación por el Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbí), 1947.*
- 3/48 *Política fiscal y su relación con una organización del Ministerio de Hacienda (Conferencia por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Alberto de Cereceda y de Soto), 1948.*
- 4/49 *The scourge of population growth (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Gran Bretaña, Ilmo. Sr. Dr. D. Roy Glenday M.C. y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle), 1949.*
- 5/49 *Ciencias económicas y política económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bélgica, Ilmo. Sr. Don Henry de Lovinfosse, y contestación por el Excmo. Sr. Don Santiago Marimón Aguilera), 1949.*
- 6/49 *Reflexiones sobre la bolsa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Javier Ribó Rius, y contestación por el Excmo. Sr. Don Baldomero Cerdà Richart), 1949.*
- 7/49 *Balmes, economista (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite, y contestación por el Excmo. Sr. Don José María Vicens Corominas), 1949.*
- 8/49 *La entidad aseguradora y la economía y técnica del seguro (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Antonio Lasheras-Sanz, y contestación por el Excmo. Sr. Don Francisco Fornés Rubió), 1949.*
- 9/51 *La obtención y fijación de costes, factor determinante de los resultados (Conferencia pronunciada el 12 de abril de 1951, por el Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle), 1951.*
- 10/51 *El destino de la economía europea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. Luis Olariaga y Pujana), 1951.*
- 11/51 *Hacendística de Corporaciones Locales (Conferencia por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1951.*
- 12/52 *La productividad en los negocios (Texto de las Conferencias del VI Ciclo pronunciadas durante el Curso 1950-51 por los Académicos Numerarios, Excmos. Sres. Don Jaime Vicens Carrió, Don José Gardó Sanjuan, Don José M.<sup>a</sup> Vicens Corominas, Don Juan Casas Tauler y Don Ricardo Piqué Batlle), 1952.*
- 13/52 *Problemas de política fiscal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Saura Pacheco), 1952.*
- 14/53 *Las amortizaciones y el fisco (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Prados Suárez), 1953.*












- 15/54 *La contabilidad y la política económica empresarial (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch, y contestación por el Excmo. Sr. Don Ricardo Torres Sánchez), 1954.*
- 16/54 *El gravísimo problema de la vivienda (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Bañares Manso, y contestación por el Excmo. Sr. Don Fernando Boter Mauri), 1954.*
- 17/54 *El balance de situación (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argentina, Ilmo. Sr. Dr. D. Jaime Nicasio Mosquera), 1954.*
- 18/55 *El control de la banca por el Estado (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Roberto García Cairó), 1955.*
- 19/55 *El capital, como elemento económico-financiero de la empresa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent, y contestación por el Excmo. Sr. Don José María Vicens Corominas), 1955.*
- 20/55 *El comercio exterior y sus obstáculos, con especial referencia a los aranceles de aduanas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Málaga, Excmo. Sr. Don Manuel Fuentes Irurozqui, y contestación por el Excmo. Sr. Don Pedro Gual Villalbi), 1955.*
- 21/56 *Lo económico y lo extraeconómico en la vida de los pueblos (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Barcelona, Ilmo. Sr. Dr. D. Román Perpiñá Grau), 1956.*
- 22/57 *En torno a un neocapitalismo (Discurso de apertura del Curso 1957-1958, el 22 de diciembre de 1957, pronunciada por el Excmo. Sr. D. Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1957.*
- 23/58 *Nuevas tendencias hacia la unidad económica de Europa (Conferencia por el Excmo. Sr. Don Manuel Fuentes Irurozqui), 1958.*
- 24/59 *Estadística, lógica y verdad (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Rvdo. Ilmo. Sr. Don Enrique Chacón Xérica), 1959.*
- 25/59 *Problemas relacionados con la determinación del resultado y el patrimonio (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Holanda, Ilmo. Sr. Don Abraham Goudekot), 1959.*
- 26/60 *Repercusión de la depreciación monetaria en los seguros mercantiles y sociales, forma de paliarla con la mayor eficacia posible (Conferencia pronunciada el 29 de enero de 1959 por el Ilmo. Sr. Dr. D. Antonio Lasheras-Sanz), 1960.*
- 27/60 *Modificaciones sustantivas en el Impuesto de Derechos Reales (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José M.<sup>a</sup> Sainz de Vicuña y García-Prieto, y contestación por el Excmo. Sr. Don José Fernández Fernández), 1960.*
- 28/60 *Análisis y pronóstico de la coyuntura (Conferencia pronunciada el 14 de enero de 1960, por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1960.*
- 29/60 *Lo social y lo económico en la empresa agrícola (Conferencia pronunciada el 21 de enero de 1960, por el Excmo. Sr. Don Ricardo Torres Sánchez), 1960.*










- 30/60 *Un nuevo balance. Contribución al estudio de la financiación empresarial (Conferencia por el Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle)*, 1960.
- 31/60 *Inflación y moneda (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Cristóbal Massó Escofet, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Rafael Gay de Montellà)*, 1960.
- 32/60 *Libertad frente a intervención (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Germán Bernácer Tormo)*, 1960.
- 33/60 *Hacia una mejor estructura de la empresa española (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Luis Urquijo de la Puente)*, 1960.
- 34/60 *El torbellino económico universal (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Félix Escalas Chameni, y contestación por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite)*, 1960.
- 35/61 *Contribución de las Ciencias Económicas y Financieras a la solución del problema de la vivienda (Conferencia pronunciada el 19 de enero de 1960 por el Excmo. Sr. Don Federico Blanco Trías)*, 1961.
- 36/61 *Horizontes de la contabilidad social (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. José Ros Jimeno)*, 1961.
- 37/61 *¿Crisis de la Economía, o crisis de la Economía Política? (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Ilmo. Sr. Prof. Ferdinando di Fenizio)*, 1961.
- 38/61 *Los efectos del progreso técnico sobre los precios, la renta y la ocupación (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Ilmo. Sr. Dr. D. Francesco Vito)*, 1961.
- 39/62 *La empresa ante su futura proyección económica y social (Conferencia pronunciada el 16 de diciembre de 1961, por el Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent)*, 1962.
- 40/62 *Política y Economía (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Excmo. Sr. Dr. D. Manuel Fraga Iribarne)*, 1962.
- 41/62 *La empresa privada ante la programación del desarrollo económico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. Agustín Cotorruelo Sendagorta)*, 1962.
- 42/63 *El empresario español ante el despegue de la economía (Discurso de apertura pronunciado el 13 de enero de 1963 del Curso 1962-63, por el Presidente perpetuo de la Corporación, Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle)*, 1963.
- 43/63 *La economía, la ciencia humana (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Prof. André Piettre)*, 1963.
- 44/64 *Teoría y técnica de la contabilidad (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Roberto García Cairó)*, 1964.
- 45/65 *Función social de la inversión inmobiliaria (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle)*, 1965.

- 46/66 *La integración económica europea y la posición de España (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Lucas Beltrán Flórez), Tecnos, 1966.*
- 47/66 *Los precios agrícolas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Carlos Caveró Beyard, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Piqué Batlle), 1966.*
- 48/66 *Contenido y enseñanzas de un siglo de historia bursátil barcelonesa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Pedro Voltes Bou, y contestación por el Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1966.*
- 49/66 *La información económica en la Ley de las Sociedades Anónimas. Su falta de originalidad y rigor científico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Enrique Fernández Peña), 1966.*
- 50/67 *La relación entre la política monetaria nacional y la liquidez internacional (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Grecia, Ilmo. Sr. Dr. D. Dimitrios J. Delivanis), 1967.*
- 51/67 *Dinámica estructural y desarrollo económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Verdú Santurde, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Roberto García Cairó), 1967.*
- 52/67 *Bicentenario del inicio de la industrialización de España (Texto de las conferencias pronunciadas en el XXII ciclo extraordinario durante el Curso de 1966-67, por el Excmo. Sr. Don Gregorio López Bravo de Castro, Ministro de Industria, Excmo. Sr. Dr. D. Pedro Voltes Bou, Ilmo. Sr. Don Ramón Vilà de la Riva, Excmo. Sr. Don Narciso de Carreras Guiteras; Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent, e Ilmo. Sr. Don Rodolfo Martín Villa, Director General de Industrias Textiles, Alimentarias y Diversas), 1967.*
- 53/68 *Los valores humanos del desarrollo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Luis Gómez de Aranda y Serrano), 1968.*
- 54/68 *La integración económica iberoamericana. Perspectivas y realidades (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. José Miguel Ruiz Morales), 1968.*
- 55/68 *Ahorro y desarrollo económico (Conferencia del curso de 1966-1967 de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras por el académico numerario Ilmo. Sr. Dr. Roberto García Cairó), 1967.*
- 56/69 *Tipos de inflación y política antiinflacionista (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Emilio Figueroa Martínez), 1969.*
- 57/69 *Lo vivo y lo muerto en la idea marxista (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. José Martínez Val), 1969.*
- 58/69 *Interrelaciones entre las ciencias económicas, geográficas y sociales (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Barcelona, Ilmo. Sr. Dr. D. Abelardo de Unzueta y Yuste), 1969.*
- 59/69 *La inversión extranjera y el dumping interior (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Lérida, Ilmo. Sr. Don Juan Domènech Vergés), 1969.*












- 60/70 *La inaplazable reforma de la empresa (Conferencia pronunciada el 21 de abril de 1969 por el Excmo. Sr. Don Luis Bañares Manso), 1970.* 📄
- 61/70 *La reforma de la empresa (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Rodríguez Robles), 1970.* 📄
- 62/70 *Coordinación entre política fiscal y monetaria a la luz de la Ley Alemana de Estabilización y Desarrollo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Alemania, Excmo. Sr. Dr. D. Hermann J. Abs), 1970.* 📄
- 63/70 *Decisiones económicas y estructuras de organización del sector público (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Ferrer-Bonsoms y Bonsoms), 1970.* 📄
- 64/70 *El mercado monetario y el mercado financiero internacional, eurodólares y euroemisiones (Trabajo pronunciado en el XXIII Ciclo en el Curso 1968-1969, por el Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1970.* 📄
- 65/71 *El honor al trabajo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Pedro Rodríguez-Ponga y Ruiz de Salazar), 1971.* 📄
- 66/71 *El concepto económico de beneficio y su proyección fiscal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Fernando Ximénez Soterias), 1971.*
- 67/72 *La rentabilidad de la empresa y el hombre (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José Cervera y Bardera, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent), 1972.* 📄
- 68/72 *El punto de vista económico-estructural de Johan Akerman (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Luis Pérez Pardo, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Verdú Santurde), 1972.* 📄
- 69/73 *La política económica regional (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Andrés Ribera Rovira, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Berini Giménez), 1973.* 📄
- 70/73 *Un funcionario de hacienda del siglo XIX: José López-Juana Pinilla (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Excmo. Sr. Dr. D. Juan Francisco Martí de Basterrechea, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1973.* 📄
- 71/73 *Posibilidades y limitaciones de la empresa pública (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Juan José Perulles Bassas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Pedro Lluch Capdevila), 1973.* 📄
- 72/73 *Programa mundial del empleo (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.* 📄
- 73/73 *La autonomía municipal: su base económico-financiera (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Juan Ignacio Bermejo Gironés, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1973.* 📄

- 74/73 *El entorno socio-económico de la empresa multinacional (Discurso inaugural del Curso 1972-1973, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.* 
- 75/73 *Comportamiento de los Fondos de Inversión Mobiliaria, en la crisis bursátil del año 1970 (Discurso inaugural del Curso 1970-1971 pronunciado el 10 de noviembre de 1970, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1973.*
- 76/74 *En torno a la capacidad económica como criterio constitucional de justicia tributaria en los Estados contemporáneos (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Magín Pont Mestres, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Verdú Santurde), 1974.* 
- 77/74 *La administración de bienes en el proceso (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Miguel Fenech Navarro, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Pedro Lluch Capdevila), 1974.* 
- 78/75 *El control crítico de la gestión económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Ilmo. Sr. Dr. D. Emilio Soldevilla García), 1975.* 
- 79/75 *Consideraciones en torno a la inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Manuel de la Torre y de Miguel, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1975.* 
- 80/75 *En torno a un neocapitalismo (Discurso pronunciado en la sesión inaugural del Curso 1957-1958 por el Excmo. Sr. Don Joaquín Buxó Dulce de Abaigar, Marqués de Castell-Florite), 1975.*
- 81/76 *La crisis del petróleo (1973 a 2073) (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Trías Fargas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José María Berini Giménez), 1976.* 
- 82/76 *Las políticas económicas exterior y fiscal (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Emilio Alfonso Hap Dubois, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Juan José Perulles Bassas), 1976.* 
- 83/76 *Contribución del cooperativismo a la promoción social (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Tarragona, Ilmo. Sr. Don Juan Noguera Salort), 1976.*
- 84/76 *Inflación y evolución tecnológica como condicionantes de un modelo de gestión (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Carlos Cubillo Valverde), 1976.*
- 85/76 *Liquidez e inflación en el proceso microeconómico de inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1976.* 
- 86/76 *El ahorro y la Seguridad Social versus bienestar general (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Valentín Arroyo Ruipérez), 1976.*
- 87/76 *Perspectivas de la economía mundial: el comienzo de una nueva era económica (Texto de las ponencias presentadas a las Jornadas de Estudios celebradas los días 12, 13 y 14 de mayo de 1975), 1976.* 













- 88/77 *Consideraciones sobre la capacidad económica y financiera de España (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Juan Miguel Villar Mir), 1977.* 📄
- 89/77 *Las cajas de ahorros de los países de la C.E.E. y comparación con las españolas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Miguel Allué Escudero), 1977.*
- 90/78 *Reflexion sur structuration du monde actuel (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Don Jean Joly), 1978.*
- 91/78 *Sistema fiscal y sistema financiero (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Francisco Javier Ramos Gascón, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Verdú Santurde), 1978.*
- 92/78 *Sobre el análisis financiero de la inversión (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Rodríguez Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Manuel de la Torre y Miguel), 1978.* 📄
- 93/78 *Mito y realidad de la empresa multinacional (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Mariano Capella San Agustín, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1978.* 📄
- 94/78 *El ahorro popular y su contribución al desarrollo de la economía española (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José M.<sup>a</sup> Codony Val, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1978.* 📄
- 95/79 *Consideraciones sobre la transferencia de tecnología (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José Cervera Bardera), 1979.* 📄
- 96/79 *Aspectos económicos y fiscales de la autonomía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Laureano López Rodó, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Andrés Ribera Rovira), 1979.* 📄
- 97/80 *Hacia la normalización contable internacional (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Noguero Salinas, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1980.*
- 98/80 *El balance social: integración de objetivos sociales en la empresa (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Enrique Arderiu Gras, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa), 1980.* 📄
- 99/80 *La IV<sup>a</sup> directriz de la C.E.E. (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Portugal, Ilmo. Sr. Don Fernando Vieira Gonçalves da Silva, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1980.*
- 100/81 *El crecimiento del sector público como tránsito pacífico de sistema económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Alejandro Pedrós Abelló, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Triás Fargas), 1981.* 📄
- 101/81 *Función de la fiscalidad en el actual momento de la economía española (Discurso inaugural del Curso 1981-1982, pronunciado el 6 de octubre de 1981, por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Magín Pont Mestres), 1981.* 📄














- 102/82 *Sistema financiero y Bolsa: la financiación de la empresa a través del Mercado de Valores (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Mariano Rabadán Fornies, y contestación por el Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan de Arteaga y Piet, Marqués de la Vega-Inclán), 1982.* 
- 103/82 *La empresarialidad en la crisis de la cultura (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1982.* 
- 104/82 *El sentimiento de Unidad Europea, considerando lo económico y lo social. Factores técnicos necesarios para la integración en una Europa unida y armónica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Wenceslao Millán Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1982.* 
- 105/82 *Insolvencia mercantil (Nuevos hechos y nuevas ideas en materia concursal) (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Miguel Casals Coldecarrera, y contestación por el Excmo. Sr. Don Joaquín Forn Costa), 1982.* 
- 106/82 *Las sociedades de garantía recíproca, un medio para la financiación de las PME (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Pedro Castellet Mimó, y contestación por el Excmo. Sr. Don Luis Prat Torrent), 1982.* 
- 107/82 *La economía con la intencionalidad científica y la inspiración termodinámica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Ilmo. Sr. Dr. D. François Perroux, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1982.*
- 108/83 *El ámbito representativo del órgano de administración de la S.A. (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Josep M.ª Puig Salellas, y contestación por el Académico, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Polo Díez), 1983.* 
- 109/83 *La planificación en época de crisis en un sistema democrático (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. José Barea Tejeiro, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Manuel de la Torre y de Miguel), 1983.* 
- 110/83 *El hecho contable y el derecho (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Fernández Pirla, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1983.* 
- 111/84 *Poder creador del riesgo frente a los efectos paralizantes de la seguridad (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Rafael Termes y Carreró, y contestación por el Académico, Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez), 1984.* 
- 112/84 *Stabilité monétaire et progrès économique: les leçons des années 70 (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. D. Raymond Barre, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1984.*
- 113/85 *Le chemin de l'unification de l'Europe dans un contexte mon-europeen, économique et politique plus vaste (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Suíza, Excmo. Sr. Don Adolf E. Deucher, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1985.*


















- 114/85 *Keynes y la teoría económica actual (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Joan Hortalà i Arau, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Trías Fargas), 1985.* 
- 115/86 *La contribución de J. M. Keynes al orden monetario internacional de Bretton Woods (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don José Ramón Álvarez Rendueles, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José María Fernández Pirla), 1986.* 
- 116/86 *Dirección de empresas y estrategia: algunas analogías. Sun. Tzu, organismos vivos, y quarks (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Estados Unidos, Ilmo. Sr. Don Harry L. Hansen, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1986.*
- 117/87 *Aspectos económicos del urbanismo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Girona, Ilmo. Sr. Don Jordi Salgas Rich, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Berini Giménez), 1987.* 
- 118/89 *La contabilidad empresarial y los principios de contabilidad generalmente aceptados (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Valencia, Ilmo. Sr. Dr. D. Manuel Vela Pastor, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1989.* 
- 119/89 *Europa y el medio ambiente (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Holanda, Excmo. Sr. Dr. D. Jonkheer Aarnout A. Loudon, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1989.* 
- 120/89 *La incertidumbre en la economía (paradigmas, tiempo y agujeros negros) (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Ubaldo Nieto de Alba, y contestación por el Excmo. Sr. Don Ángel Vegas Pérez), 1989.* 
- 121/91 *La metodología neoclásica y el análisis económico del derecho (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Navarra, Ilmo. Sr. Dr. D. Miguel Alfonso Martínez-Echevarría y Ortega, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Manuel de la Torre y de Miguel), 1991.* 
- 122/91 *La ética en la gestión empresarial (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1991.* 
- 123/91 *Europa, la nueva frontera (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Islas Baleares, Excmo. Sr. Don Abel Matutes Juan, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 1991.* 
- 124/91 *Rentabilidad y creación de valor en la empresa (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Asturias, Ilmo. Sr. Dr. D. Álvaro Cuervo García, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Rodríguez Rodríguez), 1991.* 
- 125/91 *La buena doctrina del profesor Lucas Beltrán (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Coronas Alonso, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1991.* 



























- 126/91 *La industria de automoción: su evolución e incidencia social y económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Rafael Muñoz Ramírez, y contestación por el. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1991.* 
- 127/91 *Las reacciones del derecho privado ante la inflación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Laureano López Rodó), 1991.* 
- 128/92 *Perfeccionamiento de la democracia (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Salvador Millet y Bel, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz), 1992.* 
- 128a/92 *Perfeccionament de la democràcia (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Salvador Millet y Bel, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz), 1992.*
- 129/92 *La gestión de la innovación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José M.<sup>a</sup> Fons Boronat, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Manuel de la Torre y de Miguel), 1992.* 
- 130/92 *Europa: la nueva frontera de la banca (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bélgica, Excmo. Sr. Dr. D. Daniel Cardon de Lichtbuer, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Rafael Termes Carreró), 1992.* 
- 131/92 *El Virrey Amat: adelantado del libre comercio en América (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Casajuana Gibert, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1992.* 
- 132/92 *La contabilidad como ciencia de información de estructuras circulatorias: contabilidad no económica (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Andalucía, Ilmo. Sr. Dr. D. José María Requena Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1992.* 
- 133/92 *Los títulos que emite la empresa y la teoría del precio de las opciones (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Valencia, Ilma. Sra. Dra. Doña Matilde Fernández Blanco, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1992.* 
- 134/92 *Liderazgo y progreso económico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1992. (texto en catalán)* 
- 135/93 *Control jurisdiccional de la actividad financiera (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Enrique Lecumberri Martí, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Pifarré Riera), 1993.* 
- 136/93 *Europa y España: la lucha por la integración (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1993.* 
- 137/94 *El impacto de la crisis en la economía balear (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Islas Baleares, Ilmo. Sr. Dr. D. Francisco Jover Balaguer, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Magín Pont Mestres), 1994.* 



















- 138/94 *Las inquietudes de Europa. reflexiones, sugerencias y utopías (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don José-Ángel Sánchez Asiaín, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1994.* 
- 138a/94 *Cotización, duration y convexidad (Comunicación del académico de número Excmo. Sr. Dr. D. M. Alfonso Rodríguez Rodríguez. Barcelona), 1994.* 
- 139/95 *El debate librecambio-protección a finales del siglo XX (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Francisco Granell Trías, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 1995.* 
- 140/95 *De la contabilidad de los propietarios a la contabilidad de los empresarios (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Carlos Mallo Rodríguez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Goxens Duch), 1995.* 
- 141/95 *Economie, Europe et Espagne (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. D. Valéry Giscard d'Estaing, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1995.* 
- 142/95 *Rentabilidad y estrategia de la empresa en el sector de la distribución comercial (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Andalucía, Ilmo. Sr. Dr. D. Enrique Martín Armario, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan), 1995.* 
- 143/95 *Globalización de la empresa e integración de los enfoques no organizativos en la dirección (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1995.* 
- 143a/95 *Análisis dinámico de la TIR (Comunicación del académico de número Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Rodríguez Rodríguez. Barcelona), 1995.* 
- 144/96 *Las cajas de ahorro españolas: por un modelo dinámico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Aragón, Ilmo. Sr. Don José Luis Martínez Candial, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.* 
- 145/96 *Situación actual del derecho concursal español (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Jorge Carreras Llansana, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Laureano López Rodó), 1996.* 
- 146/96 *El desapoderamiento del deudor, sus causas y efectos en visión histórica, actual y de futuro (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Luis Usón Duch, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz), 1996.* 
- 147/96 *Balance hidráulico e hídrico de Cataluña para intentar optimizar los recursos y conseguir la máxima y más económica descontaminación del medio ambiente (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Daniel Pagès Raventós, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.* 
- 148/96 *El euro (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Carles A. Gasòliba i Böhm, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1996.* 

- 149/97 *El sistema contable en la empresa española: de la contabilidad fiscal al derecho contable a través de la imagen fiel (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Poch Torres, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Roberto García Cairó), 1997.*   
- 150/97 *Incentivos fiscales a la inversión en la reforma del impuesto sobre sociedades (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Extremadura, Ilmo. Sr. Don Mario Alonso Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Magín Pont Mestres), 1997.* 
- 151/97 *Notas preliminares al tratamiento de la inversión: límites al principio de sustitución en economía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Bricall Masip, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan), 1997.* 
- 152/97 *Aportaciones del régimen jurídico-contable al derecho concursal (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el País Vasco, Ilmo. Sr. Don Fernando Gómez Martín, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Magín Pont Mestres), 1997.* 
- 153/98 *Los Herrero: 150 años de banca a lo largo de cinco generaciones (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Asturias, Ilmo. Sr. Dr. D. Martín González del Valle y Herrero, Barón de Grado, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1998.* 
- 154/98 *Perspectivas de la Unión Monetaria Europea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Alemania, Ilmo. Sr. Dr. D. Juergen B. Donges, y contestación por el Excmo. Sr. Don Carlos Ferrer Salat), 1998.* 
- 155/98 *La incertidumbre fiscal. Reflexiones sobre la legalidad y legitimidad del sistema tributario español (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Claudio Colomer Marqués, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz), 1998.* 
- 156/98 *La II República y la quimera de la peseta: La excepción Carner (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Juan Tapiá Nieto, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón Fernández), 1998.* 
- 157/98 *Reflexiones sobre la internacionalización y globalización de la empresa: los recursos humanos como factor estratégico y organizativo (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Don Antonio Sainz Fuertes, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Fons Boronat), 1998.* 
- 158/99 *Adopción de decisiones en economía y dirección de empresas: problemas y perspectivas (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la República de Bielorrusia, Ilmo. Sr. Dr. D. Viktor V. Krasnoproshin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1999.* 
- 159/99 *Las organizaciones empresariales del siglo XXI a la luz de su evolución histórica reciente (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 1999.* 

























- 160/99 *Epistemología de la incertidumbre (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argentina, Ilmo. Sr. Dr. D. Rodolfo H. Pérez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja)*, 1999. 
- 161/99 *De Universitate. Sobre la naturaleza, los miembros, el gobierno y la hacienda de la universidad pública en España (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Joan-Francesc Pont Clemente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz)*, 1999. 
- 162/99 *Una historia del desempleo en España (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Argandoña Rámiz, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan)*, 1999. 
- 163/99 *La concepción de la empresa y las relaciones que la definen: necesidades de pertinencia, de eficacia y eficiencia (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja)*, 1999. 
- 164/00 *Génesis de una teoría de la incertidumbre (Acto de imposición de la Gran Cruz de la Orden Civil de Alfonso X el Sabio al Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja)*, 2000. 
- 165/00 *La empresa virtual en el marco de la sociedad de la información (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Mario Aguer Hortal, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan)*, 2000. 
- 166/00 *Gestión privada del servicio público (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Ricardo Fornesa Ribó, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas)*, 2000. 
- 167/00 *Los libros de cuentas y la jurisdicción privativa mercantil en España. El caso del Consulado de Comercio de Barcelona y su instrucción contable de 1766 (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. Esteban Hernández Esteve, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José M.ª Fernández Pirla)*, 2000. 
- 168/01 *El siglo XX: el siglo de la economía (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Emilio Ybarra Churruga, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas)*, 2001. 
- 169/01 *Problemas y perspectivas de la evaluación y contabilización del capital intelectual de la empresa (Comunicación del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Mario Aguer Hortal en el Pleno de la Academia)*, 2001. 
- 170/01 *La empresa familiar y su mundialización (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Antonio Pont Amenós, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas)*, 2001. 
- 171/01 *Creación de empleo de alto valor agregado: el papel de las sociedades de capital-riesgo en la denominada nueva economía (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Suiza, Excmo. Sr. Don José Daniel Gubert, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Roberto García Cairó)*, 2001. 
- 172/01 *La nueva economía y el mercado de capitales (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan)*, 2001. 

- 173/02 *Gestión del conocimiento y finanzas: una vinculación necesaria (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para La Rioja, Ilmo. Sr. Dr. D. Arturo Rodríguez Castellanos, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan), 2002.* 
- 174/02 *El sistema crediticio, las cajas de ahorros y las necesidades de la economía española (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Manuel Pizarro Moreno, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas), 2002.* 
- 175/02 *La financiación de la política de vivienda en España con especial referencia a la promoción de la vivienda de alquiler (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. D. José Antonio Redondo López, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2002.* 
- 176/02 *Sobre la crisis actual del conocimiento científico (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Dídac Ramírez Sarrió, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Rodríguez Rodríguez), 2002.* 
- 177/03 *Marruecos y España en el espacio euromediterráneo: desafíos y retos de una asociación siempre pendiente (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Marruecos, Excmo. Sr. Don André Azoulay, y contestación por el Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja), 2003.* 
- 178/03 *Marketing, Protocolo y Calidad Total (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Bizkaia, Excmo. Sr. Dr. D. Francisco Javier Maqueda Lafuente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2003.* 
- 179/03 *La Responsabilidad Social Corporativa (R.S.C.) (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para La Coruña, Ilmo. Sr. Dr. D. José M.ª Castellano Ríos, y contestación por el Excmo. Sr. Don Aldo Olcese Santonja), 2003.* 
- 180/04 *Información corporativa, opciones contables y análisis financiero (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. D. José Luis Sánchez Fernández de Valderrama, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2004.* 
- 181/04 *Los tribunales económico-administrativos: el difícil camino hacia la auténtica justicia tributaria (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Don Josep M.ª Coronas Guinart, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Joan-Francesc Pont Clemente), 2004.* 
- 182/05 *Las corrientes de investigación dominantes en marketing en la última década (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Enrique Martín Armario, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2005.* 
- 183/05 *España y la ampliación europea en una economía global (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Lamo de Espinosa Michels de Champourcin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Fernando Casado Juan), 2005.* 
- 184/05 *China en el área geoeconómica y geopolítica mediterránea (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Excmo. Sr. Dr. D. Giancarlo Elia Valori, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alexandre Pedrós i Abelló), 2005.* 

- 185/05 *La integración en la UE de los microestados históricos europeos en un contexto de globalización (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para el Principado de Andorra, Excmo. Sr. Don Òscar Ribas Reig, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Francesc Granell Trías), 2005.* 
- 186/05 *El desarrollo sostenible como soporte básico del crecimiento económico (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Lugo, Ilmo. Sr. Dr. D. José Manuel Barreiro Fernández, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2005.* 
- 187/06 *De la función de producción agregada a la frontera de posibilidades de producción: productividad, tecnología y crecimiento económico en la era de la información (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Manuel Castells Oliván, y contestación por el Excmo. Sr. Don Juan Tapia Nieto), 2006.* 
- 188/06 *El fin de la pobreza: reto de todo economista del siglo XXI (Discurso de ingreso de la Académica Numeraria, Excmo. Sra. Doña Isabel Estapé Tous, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas), 2006.* 
- 189/07 *Problemática jurídica de las llamadas leyes de acompañamiento presupuestario del Estado (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Melilla, Excmo. Sr. Don Julio Padilla Carballada, y contestación por el Excmo. Sr. Don Enrique Lecumberri Martí), 2007.* 
- 190/07 *Sur les «successions coexistentes» au tournant des millénaires. Quelques réflexions épistémologiques (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Rumania, Excmo. Sr. Dr. D. Tudorel Postolache, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Josep Casajuana Gibert), 2007.* 
- 191/07 *Economía y financiación de la educación (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Ricardo Díez Hochleitner, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas), 2007.* 
- 192/07 *Mediterraneo e civiltà della terra (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Excmo. Sr. Dr. D. Alessandro Bianchi, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2007.* 
- 193/07 *L'Union européenne et la mondialisation du droit (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Túnez, Ilmo. Sr. Dr. D. Abderraouf Mahboui, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Josep Casajuana Gibert), 2007.* 
- 194/08 *Corte Penal Internacional. Posición del Gobierno de algunos Estados respecto a su jurisdicción (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la República de Chile, Ilmo. Sr. Dr. D. Juan Guzmán Tapia, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Joan-Francesc Pont Clemente), 2008.* 
- 195/08 *Monetary Policy Issues in an emerging economy. The case of Romania (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Rumania, Ilmo. Sr. Dr. D. Mugur Isarescu, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2008.* 
- 196/08 *Los procesos de creación de empresas (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. Francisco Javier Maqueda Lafuente, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2008.* 

- 197/08 *Neuroeconomics: from homo economicus to homo neuroeconomicus* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Polonia, Ilmo. Sr. Dr. D. Janusz Kacprzyk, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Mario Aguer Hortal), 2008. 
- 198/08 *Le bicaméralisme dans les démocraties parlementaires* (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Bélgica, Excmo. Sra. Dra. Janine Delruelle-Ghobert, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2008. 
- 199/08 *El ámbito financiero de las políticas públicas de vivienda: la necesaria convergencia en Europa* (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Antonio Redondo, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Camilo Prado Freire), 2008. 
- 200/09 *L'impact des écarts de développement et des fractures sociales sur les relations internationales en le Méditerranée* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Argelia, Excmo. Sr. Dr. D. Mohamed Laichoubi, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2009. 
- 201/09 *L'industria: passato o futuro della nostra economia?* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Italia, Excmo. Sr. Dr. D. Romano Prodi, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2009. 
- 202/09 *Análisis de las políticas públicas* (Discurso de ingreso del Académico Numerario, Excmo. Sr. Dr. D. José Barea Tejeiro, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Rodríguez Rodríguez), 2009. 
- 203/09 *Mechanism design: how to implement social goals* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para los Estados Unidos, Excmo. Sr. Dr. D. Eric S. Maskin, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2009. 
- 204/09 *El choque de Culturas y Civilizaciones en el Mundo* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la Comunidad Autónoma de Aragón, Excmo. Sr. Dr. D. José Daniel Barquero Cabrero, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2009. - 
- 205/10 *L'economie politique entre science, ideologie et gouvernance. Réflexions autour de la première grande crise du XXIe siècle* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Francia, Excmo. Sr. Dr. D. Thierry De Montbrial, y contestación por el Excmo. Sr. Don Lorenzo Gascón), 2010. 
- 206/10 *Macroguidance of the financial markets in transition* (Discurso de ingreso de la Académica Correspondiente para Finlandia, Excmo. Sra. Dra. Dña. Sirkka Hämäläinen-Lindfors, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Ramón Poch Torres), 2010.   

- 207/10 *Quantitative Aggregate Theory* (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para Noruega, Excmo. Sr. Dr. D. Finn E. Kydland, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2010. 
- 208/11 *El Reino Unido y la Unión Europea* (Discurso de ingreso del Académico de Número, Excmo. Sr. D. Carles Casajuana Palet, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2011. 




- 209/11 *Importance of law and tendencies disrupting the legal system (Discurso de ingreso del Académico Correspondiente para la República de Srpska Ilmo. Sr. Dr. D. Rajko Kuzmanovic, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2011.*   
- 210/11 *War and Peace: The Fundamental Role of Incentives in Game Theory and Economics Analysis (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como académico correspondiente para Israel, Excmo. Sr. Dr. D. Robert J. Aumann, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2011.*   
- 211/12 *Supervisando al supervisor bancario: riesgos y estrategias de cobertura (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. D. Juan Ramón Quintás Seoane y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Antonio Redondo López), 2012.* 
- 212/12 *The world I experience it (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Montenegro, Ilmo. Sr. Dr. D. Momir Djurovic´ y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Lorenzo Gascón), 2012.*   
- 213/12 *Respect and rediscovery: a shared heritage of scientific engagement (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para el Reino Hachemita de Jordania, S.A.R. Sumaya bint El Hassan y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Joan-Francesc Pont Clemente), 2012.*   
- 214/12 *Maps of Bounded Rationality: Thinking, fast and slow (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para Israel, Excmo. Sr. Dr. D. Daniel Kahneman y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2012.*  
- 215/12 *El precio de la desigualdad (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Estados Unidos, Excmo. Sr. Dr. D. Joseph Stiglitz y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), 2012.*   
- 216/12 *Las decisiones financieras en la incertidumbre en la empresa: usando Black-Scholes como estrategia (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para México, Ilmo. Sr. Dr. D. Federico González Santoyo y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Lorenzo Gascón), 2012.*   
- 217/12 *An OECD perspective on the competitiveness of the european economy (La competitividad de la economía europea desde el prisma de la OCDE) (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para México, Ilmo. Sr. Dr. D. José Ángel Gurría Treviño y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Francesc Granell Trias), 2012.*   
- 218/13 *Errores recurrentes en el origen de las crisis y nuevas bases para el bienestar social sostenible. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica de número, Excma. Sra. Dra. D. Ana María Gil Lafuente y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2013.*   





















- 219/13 *Medidas por adoptar para afrontar el final de la crisis. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. D. José Daniel Barquero Cabrero y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Alfredo Rocafort Nicolau), 2013.*   
- 220/13 *On a realistic paradigm for financial modeling under multiple criteria. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Grecia, Ilmo. Sr. Dr. D. Constantin Zopounidis y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Daniel Barquero Cabrero), 2013.*   
- 221/13 *Fuzzy estimation of quality of the socioeconomic systems. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Azerbaijan, Ilmo. Sr. Dr. D. Gorkhmaz Imanov y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Francisco Javier Maqueda Lafuente), 2013.*   
- 222/13 *Los derechos económicos y sociales de los ciudadanos ante la actual crisis económica, desde una perspectiva constitucional. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. D. Eugenio Gay Montalvo y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó Ruiz), 2013.*   
- 223/13 *La Economía del automóvil eléctrico. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de número, Excmo. Sr. Dr. D. Juan Llorens Carrió y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Lorenzo Gascón), 2013.*   
- 223x/13 *Un viaje a Argelia, por el Excmo. Sr. D. Lorenzo Gascón (Extensión Académica y Cultural), 2013.* 
- 224/13 *Un mundo digital: Las TIC, protagonistas de la gran transformación de la economía, cultura y sociedad del siglo XXI (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. D. César Alierta Izuel y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Isidro Fainé Casas), 2013.*   
- 225/14 *Antichresis o Contrarium mutuuum (Breve ensayo de una solución jurídica para un problema económico). (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Cataluña, Excmo. Sr. Dr. D. Alfonso Hernández-Moreno y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Juan Pintó), 2014*   
- 226/14 *La economía política de la austeridad. Reflexiones a propósito de la Gran Recesión. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. D. Antoni Castells Oliveres, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Didac Ramírez Sarrió), 2014.*   
- 227/14 *The unequal world economy. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico correspondiente para Reino Unido, Sir James Mirrlees, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja), Incluye la traducción en lengua española, 2014.*   

- 228/14 *De la teoría de la dirección del conocimiento al equilibrio de fuerzas generalizado. Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Alemania, Excmo. Sr. Dr. D. Reinhard Selten y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Gil Aluja*, 2014.   
- 229/14 *Información contable y Transparencia. (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras correspondiente para Galicia, Ilmo. Sr. Dr. D. Antonio López Díaz, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. D. José Daniel Barquero Cabrero)*, 2014.   
- 230/14 *Anexo a los Anales del Curso Académico 2012-2013. Comunicaciones académicas correspondientes al Curso 2012-2013 (I)*, 2014. 
- 231/14 *Anexo a los Anales del Curso Académico 2012-2013. Comunicaciones académicas correspondientes al Curso 2012-2013 (II)*, 2014. 
- 232/14 *La financiación de la Unión Europea (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. José María Gil-Robles Gil-Delgado, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Lorenzo Gascón)*, 2014.   
- 233/15 *Ciencia, economía y transparencia una visión en clave multidisciplinar y social (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Madrid, Ilmo. Sr. Dr. Jesús Lizcano Álvarez, y contestación por el Excmo. Sr. Dr. Francesc Granell Trias)*, 2015.   
- 234/15 *Riesgo y seguro en economía (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica de Número, Excma. Sra. Dra. Montserrat Guillén Estany, y contestación por la Excma. Sra. Dra. Ana María Gil Lafuente)*, 2015.   
- 235/15 *Las personas, fuente de innovación y de creación de valor en la empresa (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. Arturo Rodríguez Castellanos y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. José Antonio Redondo López)*, 2015.   
- 236/16 *La lingüística como economía de la lengua (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Austria, Ilmo. Sr. Dr. Michael Metzeltin y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Lorenzo Gascón)*, 2016.   
- 237/16 *Empresas a favor de las personas: el camino hacia el respeto de los derechos humanos (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para La Rioja, Ilmo. Sra. Dra. Leonor González Menorca y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Arturo Rodríguez Castellanos)*, 2016.   
- 238/16 *El impacto positivo como criterio para avanzar en la inversión socialmente responsable (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. Vicente Liern Carrión y Laudatio por la Excma. Sra. Dra. Anna Maria Gil Lafuente)*, 2016239/16 *El agua en el mundo-El mundo del agua. -(El agua en un mundo global y bajo el cambio climático) (Comunicación del*

- Académico de Número, Excmo. Sr. Dr. D. Jaime Lamo De Espinosa Michels De Champourcin y prólogo del Excmo. Sr. Dr. Jaime Gil Aluja), 2016.   
- 240/16 *University in Modern Society: Belarusian State University in the Country and in the World (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Bielorrusia, Ilmo. Sr. Dr. Sergey V. Ablameyko y Laudatio por Excmo. Sr. Dr. Lorenzo Gascón), 2016.*  
- 241/16 *Innovación, Progreso Tecnológico y Conocimiento ante los retos del siglo XXI (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica de Número Excmo. Sra. Dña. Amparo Moraleda Martínez y Laudatio por Excmo. Sra. Dra. Montserrat Guillén Estany), 2016.*   
- 242/16 *La politique monétaire à la lumière de la crise (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Suiza Ilmo. Sr. Dr. Jean-Pierre Danthine y Laudatio por Excmo. Sr. Dr. Lorenzo Gascón), 2016.*   
- 243/16 *La contribución de la universidad al desarrollo económico y social como objeto de estudio en las ciencias económicas y de gestión (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Cataluña Ilmo. Sr. Dr. Francesc Solé Parellada y Laudatio por Excmo. Sr. Dr. Mario Aguer Hortal), 2016.*   
- 244/17 *Incertidumbres y Retos de la Transformación del Sector Eléctrico (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Cataluña Ilmo. Sr. Dr. Ramón Adell Ramón y Laudatio por Excmo. Sr. Dr. Alfonso Rodríguez Rodríguez), 2017.*   
- 245/17 *El Gran Desafío de la Educación Emprendedora. Propuesta de un Modelo para la Educación Superior (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Extremadura Ilmo. Sr. Dr. Ricardo M<sup>a</sup> Hernández Mogollón y Laudatio por Excmo. Sr. Dr. Arturo Rodríguez Castellanos), 2017.*   
- 246/17 *Market Design and Kidney Exchange (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Estados Unidos del Excmo. Sr. Dr. Alvin E. Roth y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Jaime Gil Aluja), 2017.*   
- 247/18 *Hic Sunt Leones: el futuro del dinero. De la digitalización a la tokenización de la economía (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Castilla y León del Ilmo. Sr. Dr. Enrique López González y Laudatio por la Excmo. Sra. Dra. Anna María Gil Lafuente), 2018.*    

- 248/18 *Desigualdad Económica y Zonoides de Lorenz (Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Cantabria del Ilmo. Sr. Dr. José María Sarabia Alegría y Laudatio y por la Excmo. Sra. Dra. Montserrat Guillén Estany), 2018.*   

- 249/18 Los déficits de la economía española (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Honor del Excmo. Sr. Dr. Juan Velarde Fuertes y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Fernando Casado Juan*), 2018.   
- 250/19 Hacia una economía más humana y sostenible. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para Cataluña Ilma. Sra. Dra. Nuria Chinchilla y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Francesc Granell Trias*), 2019.   
- 251/19 La toma de decisiones en un ambiente de incertidumbre. Modelo econométrico borroso para el cálculo del riesgo sistémico. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Cataluña Ilmo. Sr. Dr. Antonio Terceño Gómez y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Alfonso Rodríguez Rodríguez*), 2019.   
- 252/20 Afrontar el desafío del cambio climático: básicamente un duelo entre el ingenio humano y la insensatez humana. / *Tackling the climate change challenge - Ultimately a duel between human ingenuity and human folly.* (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Irlanda Ilmo. Sr. Dr. Pat Cox y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. José María Gil-Robles*), 2020.  
- 253/20 El argocapitalismo en la era del acercamiento digital. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número Excmo. Sr. Dr. Enrique López González y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Dídac Ramírez Sarrió*), 2020.  
- 254/20 ASEAN's strategic opportunity: soft power and China's COVID-19 public relations debacle (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Costa Rica Ilmo. Sr. Dr. Otto Federico von Feigenblatt Rojas y Laudatio por la Excma. Sra. Dra. Ana Maria Gil Lafuente*), 2020. 
- 255/20 Aportes de la teoría de conjuntos borrosos al estudio y medición de la pobreza desde un enfoque de derechos humanos (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para Argentina Ilma. Sra. Dra. Luisa Lucila Lazzari y Laudatio por la Excma. Sra. Dra. Ana Maria Gil Lafuente*), 2021. 
- 256/21 Globalisation 2020 plus. Horizons et limites / Globalización 2020 plus. Horizontes y límites. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Rumanía Ilmo. Sr. Dr. Valeriu Ioan-Franc y Laudatio por la Excma. Sra. Dra. Ana Maria Gil-Lafuente*), 2021. 
- 257/21 La estabilidad fiscal en España: los deberes pendientes. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número Excmo. Sr. Dr. Santiago Lago Peñas y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. José Antonio Redondo López*), 2021.  

- 258/21 Portugal - España: perímetros políticos, ritmos económicos. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Portugal Excmo. Sr. Dr. António Martins da Cruz y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Carles Alfred Gasòliba i Böhm* ), 2021.  
- 259/22 Andorra, Estado de Europa. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Andorra Excmo. Sr. Dr. Juli Minoves Triquell y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Carles Alfred Gasòliba i Böhm* ), 2022.  
- 260/22 Líderes más Equilibrados y Responsables. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica Correspondiente para México Ilma. Sra. Dra. Rosa Nelly Treviño Rodríguez y Laudatio por el Excmo. Sr. Dr. Fernando Casado Juan*), 2022.  
- 261/23 Análisis de los Sectores Claves de la Bioeconomía en España. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Número Excmo. Sr. Dr. Antonio Terceño Gómez y Laudatio por la Excmo. Sra. Dra. Ana Maria Gil-Lafuente*), 2023.  
- 262/23 Increasing Role of Artificial Intelligence in Human Activity: Development, Implementation, and Perspectives (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Ucrania Ilmo. Sr. Dr. Yuriy P. Kondratenko y Laudatio por la Excmo. Sr. Dr. Vicente Liern Carrión*), 2023.  
- 263/23 Turismo y Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS): Contribución a la Calidad. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académica de Número Excmo. Sra. Dra. Leonor González Menorca Laudatio por el Académico de Número Excmo. Sr. Dr. Arturo Rodríguez Castellanos*). 2023  
- 264/23 Los nuevos retos de la empresa ante la nueva sociedad. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico de Honor Excmo. Sr. Ignacio Garralda y Laudatio por el Académico de Número Excmo. Sr. Manuel Pizarro Moreno*). 2023  
- 265/23 Cost-effectiveness analysis of in silico clinical trials of vascular stents. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Serbia Excmo. Sr. Dr. Nenad Filipovic y Laudatio por la Académica de Número Excmo. Sra. Dra. Montserrat Guillén*). 2023  
- 266/23 Le marché intérieur européen : concepts, substance, développements et enjeux actuels. (*Discurso de ingreso en la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras como Académico Correspondiente para Suiza Excmo. Sr. Dr. Gilles Grin y Laudatio por el Académico de Número Excmo. Sr. Dr. Carles Gasòliba i Böhm*). 2023  





Los orígenes más remotos de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España se remontan al siglo XVIII, cuando en 1758 se crea en Barcelona la Real Junta Particular de Comercio. El espíritu inicial que la animaba entonces ha permanecido hasta nuestros días: el servicio a la sociedad, a partir del estudio y de la investigación., es decir, actuar desde la razón y desde el humanismo. De ahí las palabras que aparecen en su escudo y medalla: "Utraque Unum".

La forma actual de la Real Corporación tiene su gestación en la década de los años 30 del pasado siglo. Su recreación se produce el 16 de mayo de 1940. En 1958 adopta el nombre de Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras. En el año 2017 se incorpora, con todos los honores, en la máxima representación científica española: el Instituto de España.

En estos últimos años se ha potenciado de tal manera la internacionalización de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España que hoy es considerada la Real Academia con mayor número de convenios de Colaboración Científica de nuestro país.

Su alto prestigio se ha asentado, principalmente, en cuatro direcciones. La primera de ellas, es la incorporación de grandes personalidades del mundo académico y de la actividad económica de los estados y de las empresas, con seis Premios Nobel, cuatro ex Jefes de Estado y varios Primeros Ministros.

La segunda, es la realización anual de sesiones científicas en distintos países junto con altas instituciones académicas de otros Estados, con los que se han firmado acuerdos de colaboración.

En tercer lugar, se están elaborando trabajos de estudio y análisis sobre la situación y evolución de los sistemas económico-financieros de distintas Naciones, con gran repercusión, no sólo en los ámbitos propios de la formalización científica, sino también en la esfera de las relaciones económicas, empresariales e institucionales.

En cuarto lugar, su principal, aunque no exclusivo, ámbito de trabajo se ha focalizado en la búsqueda y hallazgo de una vía de investigación nueva en el campo económico desde sus mismas raíces, con objeto de incorporar, numéricamente, el inevitable grado o nivel de subjetividad del pensamiento y decisión de los humanos.

Por ello, la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras es conocida mundialmente por cuanto sus componentes forman parte y protagonizan la llamada **Escuela de Economía Humanista de Barcelona**.

La **inmortalidad académica**, cobra, así, su más auténtico sentido.

Jaime Gil Aluja

Presidente de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España

Gilles Grin est le directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne depuis 2012. Il est également chargé de cours à l'Université de Lausanne, où il enseigne l'intégration européenne. Il entre en 2023 à l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne (RACEF) comme académicien correspondant pour la Suisse. De 2006 à 2012, il a été vice-directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, responsable des activités scientifiques, de l'administration et des finances. Il a travaillé, de 2002 à 2006, comme conseiller scientifique au sein de l'administration fédérale suisse (Office fédéral de l'éducation et de la science puis Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche), après avoir œuvré en qualité de stagiaire administratif puis de consultant au sein de la Commission européenne. De 2007 à 2017, il a été officier spécialiste, avec le grade de capitaine, au sein de l'état-major de l'instruction opérative de l'Armée suisse. Gilles Grin est docteur en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Il est aussi titulaire d'un Master en management de la Faculté des hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Lausanne, d'un Master of Arts en histoire de l'Université Yale aux États-Unis et d'un Master of Science en études européennes de la London School of Economics and Political Science. Il est l'auteur d'environ 80 publications consacrées largement aux questions européennes (livres, chapitres de livre, articles et recensions). Il a reçu en 2022 le Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe » pour son ouvrage intitulé « Construction européenne : la révolution d'un continent ».



*Real Academia  
de Ciencias Económicas y Financieras*

Via Laietana, 32 4º · 08003 Barcelona · España  
Tel. + 34 93 310 07 41 · Fax + 34 93 319 12 65  
E-mail: [secretaria@racef.es](mailto:secretaria@racef.es) · Web: [www.racef.es](http://www.racef.es)